

République Démocratique du Congo



CABINET DU PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

**ALLOCUTION DE SON EXCELLENCE MADAME LA
PREMIERE MINISTRE, CHEFFE DU GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
A LA 29e CONFERENCE DES PARTIES
A LA CONVENTION CADRE DES NATIONS UNIES SUR
LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES**

Baku, Novembre 2024

Monsieur le Président de la République d'Azerbaïdjan ;

Mesdames et Messieurs les Chefs d'États et de Gouvernements ;

Monsieur le Secrétaire Général de l'Organisation des Nations-Unies ;

Monsieur le Secrétaire Exécutif de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;

Mesdames et Messieurs ;

Nous sommes réunis ici à Bakou, à la COP 29, à un moment où notre planète fait face à une urgence climatique sans précédent. Nous constatons tous que le changement climatique s'accélère, compromettant nos projections et notre capacité d'adaptation. La clé réside dans l'action collective, qui doit être ambitieuse et reposer sur les principes de justice, d'équité et de solidarité.

Mon pays, la République Démocratique du Congo, Premier poumon du monde, a le profil de « **Pays Solution** ».

En effet, avec ses vastes étendues de forêts qui régulent le climat mondial, sa riche biodiversité, ses réserves en eau

douce, ses gigantesques zones de tourbières, ses immenses terres arables, sans oublier ses nombreux minerais critiques incontournables pour le développement des technologies de pointe à l'ère de la transition énergétique, la République Démocratique du Congo est véritablement au cœur des enjeux climatiques. Cependant elle reste extrêmement vulnérable aux effets néfastes du changement climatique.

Pour ce faire, l'ensemble de pays qui luttent contre le réchauffement climatique doit s'engager à nos côtés pour atteindre cet objectif commun : préserver l'humanité car l'heure est grave. Chaque pays doit jouer sa partition.

Par ailleurs, il faut aborder en toute transparence et sans ambages la question de la « finance climatique » qui doit répondre aux enjeux avec plus d'ambition, plus d'engagement mais aussi et surtout plus d'équité.

Face à la crise climatique, notre gouvernement a élaboré un Plan National d'Adaptation qui doit bénéficier des financements importants afin de répondre à nos besoins. Il est urgent d'assouplir les modalités d'accès et d'accélérer l'opérationnalisation du Fonds de réponse aux pertes et préjudices.

Permettez-moi d'attirer votre attention sur le fait que la biodiversité à l'Est de mon pays est en danger à cause de la guerre barbare nous imposée par le Rwanda. Ce qui nous constraint à orienter une partie importante de notre budget à l'effort de guerre et à la préservation de nos aires protégées, plutôt que d'investir dans la résilience climatique. Dès lors, j'invite à la prise de conscience collective concernant cette situation dramatique singulière.

La République Démocratique du Congo s'engage aux côtés de la communauté internationale pour identifier ensemble des projets stratégiques et mettre en œuvre des partenariats durables « gagnants-gagnants » au bénéfice de nos communautés locales et de notre planète.

Dans cette dynamique, nous avons mis en place l'Autorité de Régulation du Marché Carbone et comptons nous y appuyer pour tirer parti de la mise en œuvre de l'Article 6 de l'Accord de Paris.

Mesdames et Messieurs ;

Je ne peux clore mon propos sans adresser mes sincères remerciements à la République d'Azerbaïdjan et à son

Président de nous avoir fait l'immense honneur de nous accueillir chaleureusement.

Je souhaite également réitérer mon appel à la mobilisation de toutes les parties prenantes afin d'atteindre les engagements que nous avons pris lors de la conférence de Paris en 2015.

A cet égard, je me joins aux autres pays du Groupe Afrique pour demander que le nouvel objectif collectif quantifié du financement climatique, qui doit être adopté ici à Bakou, soit établi entre 1100 et 1 300 milliards de dollars par an.

Je reste profondément convaincue qu'avec la mobilisation de tous, animés d'une volonté commune de préserver notre planète, ces assises permettront d'atteindre nos objectifs partagés.

L'année prochaine à Belém, nous devrons pouvoir annoncer des avancées significatives et des réalisations concrètes dans le cadre des engagements environnementaux auxquels nous avons librement souscrits.

Je vous remercie.